



LES AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRENEES

n° 253 mars, avril, mai 2019

LA FEUILLE VERTE

.....

La prochaine Journée Mondiale du Climat,
c'est le 16 mars

#ClimateAlarm

Suite aux 1^{ères} marches mondiales du climat des 13 octobre, 8 décembre et 27 janvier derniers, le Collectif citoyen pour le Climat (CplC-Toulouse) continue de travailler pour organiser à Toulouse la mobilisation, les marches et animations associées aux évènements nationaux ou mondiaux qui sonnent l'alarme climatique

Les détails de la journée sur :  [@ToulouseEETcontact](https://www.facebook.com/ToulouseEETcontact)



La COP 24 à Katowice en décembre dernier s'est avérée très décevante. Raison de plus pour nous faire entendre, nous citoyens, par nos gouvernements. Pour EXIGER que nos élus mettent en oeuvre toutes les mesures qui permettront non seulement d'appliquer l'accord de Paris mais également de contenir le réchauffement à

1,5° comme le préconise le GIEC.

Nous, citoyens, avons pris la mesure des bouleversements climatiques qui nous menacent, alors

Changeons le système pas le climat !

**Précédée le vendredi 15 mars
par la grève mondiale des jeunes
à l'appel de Greta Thunberg >> à lire en page 2**

Le vendredi 15 mars, Grève mondiale des jeunes à l'appel de Greta Thunberg

Déclaration de la jeunesse

Nous sommes bien parti.e.s pour que le réchauffement climatique dépasse les 3 ° C. Les scientifiques du climat montrent que même en restant au-dessous de 2 ° C, il entraînera la multiplication des famines, épisodes de sécheresse, incendies, inondations ainsi que des guerres et décès qui y sont liés. Tout cela parce que les adultes d'aujourd'hui ne se soucient pas de demain. Ils nous dérobent notre avenir sous nos yeux ! Ils détruisent la planète en vivant à ses dépens !

Les adultes ne sont pas assez matures pour décrire la réalité telle qu'elle est, par conséquent c'est à nous, les enfants, qu'il revient de le faire !

Et pourquoi devrions-nous étudier pour un futur qui ne sera plus si personne ne fait rien pour le sauver ? Et quel est l'intérêt d'apprendre des faits lorsque le plus important des faits n'est pas pris en considération par notre société ?

À quoi sert l'éducation lorsque nos gouvernements n'écoutent pas les personnes instruites et informées ? Nous séchons peut-être l'école mais nous ne l'abandonnons pas. Les adultes sont en train d'abandonner la planète, leur avenir et le nôtre.

Aujourd'hui, nous utilisons 100 millions de barils de pétrole par jour. Il n'y a pas de politique pour changer cela. Il n'y a pas de législation pour garder cette huile dans le sol. Nous ne pouvons pas sauver le monde en respectant ces règles là. Nous n'avons qu'une planète et il faut donc modifier les règles pour réussir à la sauver !



Greta Thunberg, en faisant grève tous les vendredis devant son parlement suédois, a inspiré plus de 60 000 étudiants qui se sont mis en grève en Suède, en Allemagne, en Belgique, en Suisse et en Italie les 17 et 18 janvier derniers

Et maintenant, le 15 mars, avec 38 pays sur tous les continents, nous, les jeunes créerons ensemble une grève mondiale pour l'avenir ! Pour montrer que la crise climatique est grave ! Rejoignez-nous ! Nous sommes en grève pour dire à nos gouvernements de remplir leurs devoirs et de nous donner des preuves que nous prenons un chemin en dessous des 2 °C.

Dites aux adultes de soutenir notre grève, dites-leur qu'ils doivent vous accompagner, dites-leur que vous en avez besoin pour que vous puissiez simplement avoir une chance de survivre dans le futur !

Depuis 40 ans, toutes les tendances politiques sans exception, ont perdu la guerre contre le réchauffement climatique ou ne l'ont pas menée !

Aujourd'hui, la seule chose que nous pouvons encore faire est de limiter l'ampleur du désastre.



#Fridaysforfuture

#ClimateStrike

Retour sur l'annonce gouvernementale de hausse de la taxe sur les carburants automobiles 7 associations environnementales de la région toulousaine ont réagi

Par Odile Fournier, des Amis de la Terre Midi Pyrénées

En novembre 2018, les voix grondaient dans le pays pour protester contre la hausse de la taxe sur les carburants, via les réseaux sociaux. D'aucuns appelaient à des manifestations dans toutes les villes de France pour le samedi 17 novembre. La suite des événements a montré que ces manifestations ont persisté chaque samedi et le mouvement des Gilets Jaunes est né.

Pourtant les protestations n'étaient pas unanimes pour réclamer l'annulation de cette hausse. En effet, les associations qui défendent le climat et l'air y voyaient une occasion de réduire la consommation du carburant, en gros, de faire la grève de la pompe à essence. Pour y parvenir, des solutions devaient émerger afin que chacun puisse continuer à se déplacer et vivre une vie normale.

C'est ainsi que sept associations actives sur la région toulousaine, dont les Amis de la Terre Midi-Pyrénées, se sont adressées par voie de communiqué de presse aux collectivités territoriales pour leur demander de favoriser les alternatives à la voiture individuelle, via une panoplie de propositions, dont certaines relèvent également du pouvoir national et/ou d'une évolution de la réglementation. Il s'adressait aussi aux usagers automobiles, car les alternatives à la voiture solo relèvent également de leur décision individuelle et d'une prise de conscience collective et interactive, notamment pour la pratique du co-voiturage (association conducteur / passager).

Ce communiqué a connu une diffusion pour le moins discrète par les media destinataires, c'est pourquoi les Amis de la Terre vous en proposent sa lecture ci-dessous, ou sa relecture si vous en avez déjà eu connaissance.

Les collectivités locales (métropole, département, région) n'ont pas réagi.

Le Communiqué de Presse du 14 novembre 2018

par 2Pieds 2Roues, Toulouse en transition, Gaïa Sciences Po Toulouse, Vélorution, Alternatiba, Autate, ATMP

Réduisons notre facture et celle de l'environnement avec les transports en commun, le vélo, le covoiturage ou l'auto-partage, dans l'agglomération toulousaine

Le gouvernement a annoncé une hausse de la fiscalité sur le carburant à partir de janvier 2019, qui suscite de fortes réactions de la part des automobilistes. Le fait de « démotiver » les déplacements polluants pour encourager les modes de transport sobres en énergie est un principe salubre pour l'environnement. En plus d'être énergivore, le mode motorisé individuel crée une congestion routière

chronique dans l'agglomération. Il fait perdre un temps considérable à tout le monde : automobilistes, cyclistes utilisant les voies routières, usagers des transports en commun. Les taxes sur la pollution n'iront qu'en augmentant, c'est un signal que chaque acteur économique ou citoyen doit prendre en compte dans ses choix.

Néanmoins, nous partageons un constat avec les automobilistes qui protestent aujourd'hui : dans l'agglomération toulousaine, l'étalement urbain, l'offre de transports ne permettent pas toujours une alternative à la voiture. Et ces usagers protestataires voient comme nous que le Plan de Déplacements Urbains de la métropole toulousaine ne va pas résoudre leur problème de mobilité à l'avenir.

Nos associations interpellent les pouvoirs publics et les collectivités territoriales. Nous souhaitons qu'ils développent tous les moyens de se passer de la voiture individuelle au lieu de favoriser les voies routières ou de financer individuellement des automobilistes. **Nous revendiquons une panoplie d'actions à mener**

Transports en commun : développer les transports urbains avec des bus et trams en site propre, y compris avec une voie réservée sur rocade et autoroute ; réduire les temps de transport en commun ; programmer des investissements sur les dessertes domicile-travail.

Train : moderniser fortement le réseau ferré sur les territoires de proximité, plus de fréquence, plus de places dans les TER y compris pour les vélos, davantage de gares desservies, des parkings de gare prévus pour tous, Pas de supplément si le vélo est embarqué (TGV, Intercités).

Vélo : disposer d'un réseau maillé qualitatif de pistes cyclables en agglomération et au-delà, généraliser les zones de circulation apaisée, aménager des passerelles, des espaces sécurisés pour garer le vélo, inciter les entreprises à promouvoir le vélo (garages à vélo, vestiaires, douche, indemnité km vélo...); pouvoir embarquer son vélo dans les transports en commun.

Auto-partage et co-voiturage : proposer davantage de places de parking dédiées ; au niveau des collectivités locales, accroître le co-voiturage avec des applications collaboratives efficaces et l'inciter par des avantages spécifiques pour les automobilistes qui transportent effectivement des passagers (par exemple, gratuité du parking, prise en charge partielle des coûts de contrôle anti-pollution).

Intermodalité : favoriser les combinaisons, plus salubres que le 100% auto : auto + train, auto + vélo, auto + bus ou encore mieux le train + vélo, bus + vélo.

Marche : la moitié des déplacements de moins d'1 km se fait en voiture, encourager les déplacements à pied qui sont une alternative ; garantir des trottoirs suffisamment larges dans toute la ville.

**Nous demandons que les collectivités offrent enfin ces alternatives au 100% voiture solo.
Elles peuvent s'appuyer sur les diverses associations pour enclencher la transition écologique des transports.**

« dans la métropole toulousaine, j'aurai enfin trouvé mieux que prendre ma voiture personnelle pour moi seul-e »



PACTE FINANCE-CLIMAT

LE PACTE QUI PEUT TOUT CHANGER

Par Hervé Cellard, référent 31 du Pacte Finance-Climat

Urgence climatique et petits pas

Le dernier rapport du GIEC (Groupement des Experts sur le Climat) en octobre 2018 n'a fait que confirmer le cri d'alarme des 15 000 scientifiques du monde entier de novembre 2017.

Il sera bientôt trop tard pour limiter la hausse de la température mondiale de surface à moins de 1.5 voire 2°C par rapport au début de l'ère industrielle et les scientifiques s'accordent pour dire qu'il faut cibler zéro émission nette de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050 pour ne pas dépasser ces seuils et diviser par 2 nos émissions dès 2030.

Or les émissions mondiales de GES ont en fait encore augmenté en 2017 et 2018 (de 2 à 3% par an), y compris en France.

Un chantier colossal

Pour y arriver il faut non seulement remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables, mais aussi diviser par 2 au moins nos consommations globales d'énergie. Cela signifie isoler tous les bâtiments publics et privés, changer de mode de transport, transformer le modèle agricole, entre autres, tous changements qui demandent des investissements de l'ordre de 1115 milliards d'euros chaque année d'après la Cour des Comptes Européenne et supérieurs à 50 milliards par an pour la France seule.

Ce n'est pas la politique des petits pas, menée jusqu'à présent par le gouvernement d'E. Philippe, qui permettra de financer la transition énergétique et par exemple d'isoler les 700 000 logements par an qui doivent l'être pour respecter la trajectoire 2°C maximum.

Où trouver cet argent ? L'association « Agir pour le climat »

Deux personnalités ont fondé l'association « Agir pour le climat », dont le seul but est la promotion du Pacte Finance Climat (PFC), initiative trans-partisane et européenne pour financer la transition énergétique à la hauteur des enjeux climatiques. Il s'agit du climatologue Jean Jouzel (ancien vice-président du GIEC) et de l'ingénieur agronome et économiste Pierre Larrourou.

Depuis début 2018 plus de 500 élus, personnalités de la société civile ou représentants d'ONG les ont rejoints dont nombre d'européens. Un réseau de collectifs locaux a été créé en France pour soutenir l'initiative dont le collectif 31.

Nos propositions

1/ Mettre la création monétaire au service du climat

De 2015 à 2017 la BCE (Banque Centrale européenne) a créé 2500 milliards d'euros (oui ! il n'y a pas de faute de frappe) « pour soutenir la croissance européenne ». Cet argent a été mis à la disposition des banques commerciales quasiment sans contraintes et très peu de contrôles, mais seulement 11% de ces sommes ont servi à financer les entreprises. Le reste est allé à la spéculation et a permis une augmentation jamais vue auparavant des cours de la Bourse jusqu'à l'été 2018, si bien que **le FMI redoute une nouvelle crise financière mondiale pire que celle de 2008.**

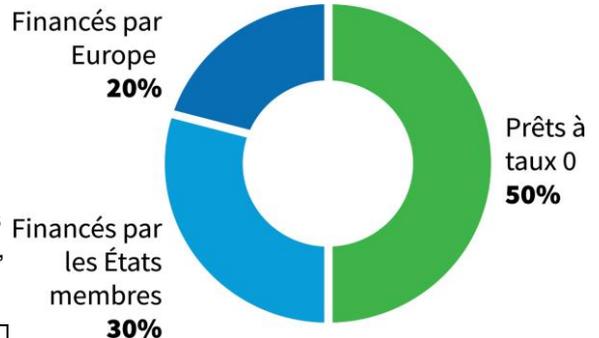
Nous proposons donc de créer une Banque du Climat, filiale de la BCE, dotée du même budget (1000 milliards d'euros par an) mais ce budget fléché vers les investissements verts (publics et privés).

Chaque pays européen disposerait ainsi de prêts à taux zéro à hauteur de 2% de son PIB (45 milliards par an pour la France).

2/ Créer un vrai budget Climat au niveau européen

En 40 ans le taux moyen d'imposition sur les bénéfices des entreprises privées a été divisé par 2 en Europe (il est de 19% maintenant) et ramené par Trump aux USA de 38 à 24 %.

Nous proposons donc de créer un impôt européen sur les bénéfices non réinvestis de l'ordre de 5% (la plupart des grandes entreprises reversent au moins 50% de leurs bénéfices aux actionnaires sous forme de dividendes et rachats d'actions), ce qui permettrait de dégager un budget climat européen d'environ 100 milliards d'euros par an.



Une facture divisée par 2 pour les entreprises et les particuliers >

Le détail de nos propositions est décrit sur **le site pacte-climat.eu** où vous pouvez aussi signer le pacte et interpeller vos élus.

Nous rejoindre

Le PFC est soutenu nationalement par tout un réseau d'associations dont les AMT et vous pouvez nous rejoindre pour participer à nos actions à l'adresse mail suivante : collectif31@climat-2020.eu

Nos actions se déclinent en 3 axes :

- la recherche du soutien des élus nationaux et locaux,
- l'organisation de conférences, débats et réunions publiques
- la participation à la mobilisation citoyenne en faveur du climat.

Nous écrire **ATMP, 73, chemin de Mange-Pommes, 31520, Ramonville-Saint-Agne** ou midipyrenees@amisdelaterre.org

Nous téléphoner....: **07 81 90 49 93**

S'informer <http://amisdelaterremp.fr> et www.amisdelaterre.org

QUELS financements

pour QUELLE transition écologique ?

Les citoyen.ne.s sont prêt.e.s

La conscience des menaces d'effondrement des écosystèmes et de leurs conséquences sociales incite de nombreux citoyens et citoyennes à s'engager dans des expériences collectives visant une transition vers des mondes justes, désirables et durables.

Sans préjuger de l'aboutissement de cette démarche judiciaire, on constate que la pétition demandant une traduction en justice de l'État français pour inaction face au changement climatique a recueilli, en un temps record, plus de deux millions de signatures.



Les lycéens, collégiens et étudiants ont entamé un mouvement de grève face à cette inaction>> à lire en page 2

En marche pour ne rien changer

Pendant ce temps...l'État français navigue de reculs en reculs. La transition écologique semble réduite à un outil de communication ou à la justification de mesures injustes supportées par les populations les plus vulnérables comme l'ont montré les gilets jaunes ou réduite aussi à la couverture de projets labélisés « Vert » continuant sur le même modèle qui nous conduit dans un mur.

Alors qu'il accélère son ordre autoritaire et sécuritaire, l'État n'assure pas sa fonction de protection des citoyens face aux menaces climatiques concrètes, à très court terme et maintenant bien documentées !

Quelle transition ?

La transition énergétique, avec la poursuite du gouffre nucléaire, l'absence de réglementation facilitant le financement des énergies fossiles par les banques, la priorité donnée au transport aérien et à des mégasystèmes d'énergie renouvelable centralisés, est une caricature que ne promeuvent pas les ATMP !

Quels outils financiers ?

Alors que l'épargne populaire, gérée par les banques et centralisés par la Caisse des Dépôts et Consignations, contribue à financer les énergies fossiles, que les marchés du carbone sont inefficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et fonctionnent comme des subventions indirectes aux pollueurs, quels sont les outils financiers à promouvoir pour répondre aux défis écologiques et sociaux du chaos climatique, de l'extinction de la biodiversité, de la crise profonde de la civilisation thermo-industrielle ?

Un désinvestissement massif dans les énergies fossiles ?

Une taxe carbone ? Pourquoi ? Pour qui ? Comment ?

Des banques régionales pour la transition ?

La lutte contre l'évasion fiscale ?

Des monnaies locales ?



De nombreuses solutions citoyennes à réfléchir ensemble.

Soirée d'information et débat animée par **Geneviève Azam** (Conseil Scientifique d'Attac) avec la participation de **Hervé Cellard** (réfèrent 31 de l'association Pacte, voir article page précédente)

Le 28 mars à 21h, salle du Sénéchal, 17 rue de Rémusat, Toulouse. Métro ligne A, station Capitole.

Entrée libre et gratuite

Co-organisée par les Amis de la Terre Midi Pyrénées, Les Amis du Monde Diplomatique, l'Université Populaire de Toulouse, Agir pour le Climat, Collectif Citoyen pour le Climat-Toulouse, Toulouse en transition, Attac Toulouse

Toulouse 2031 voit plus loin

LES AMIS DE LA TERRE PARTICIPENT AU COLLECTIF
TOULOUSE 2031

Toulouse 2030, c'est la «vision» de Toulouse des grands groupes industriels et financiers tels que Kaufman & Broad, Bouygues Immobilier, Nexity, Suez ou encore Veolia. Ils ont occupé la place du Capitole pendant 3 jours en octobre 2018 pour rendre séduisante une ville de voitures électriques, de tours et immeubles de domotique verte avec caméras et capteurs intelligents partout.

Les Amis de la Terre se sont joints aux associations toulousaines Droit Au Logement 31, Association des Usagers des Transports de Toulouse AUTATE, Collectif Contre les Nuisances Aériennes de l'Aéroport de Toulouse Blagnac, Université Populaire de Toulouse, Fondation Copernic, Non au Gratte-ciel de Toulouse pour construire avec les toulousain-e-s une autre vision de notre agglomération sur les thèmes de l'écologie, le logement, l'urbanisme et les transports, la culture. Nous y proposerons aussi notre vision du cycle de vie des objets et déchets et de leur valorisation.

C'est Toulouse 2031.

Nous organiserons un vrai débat avec la population place du Capitole, si autorisé, les 15 et 16 juin 2019. D'ici là des ateliers seront initiés avec les associations pour préparer un débat public vivant.

Suivre les prochains RDV sur :



Toulouse 2031

AUTATE

Témoignez de votre vécu dans les transports en commun de l'agglomération toulousaine !

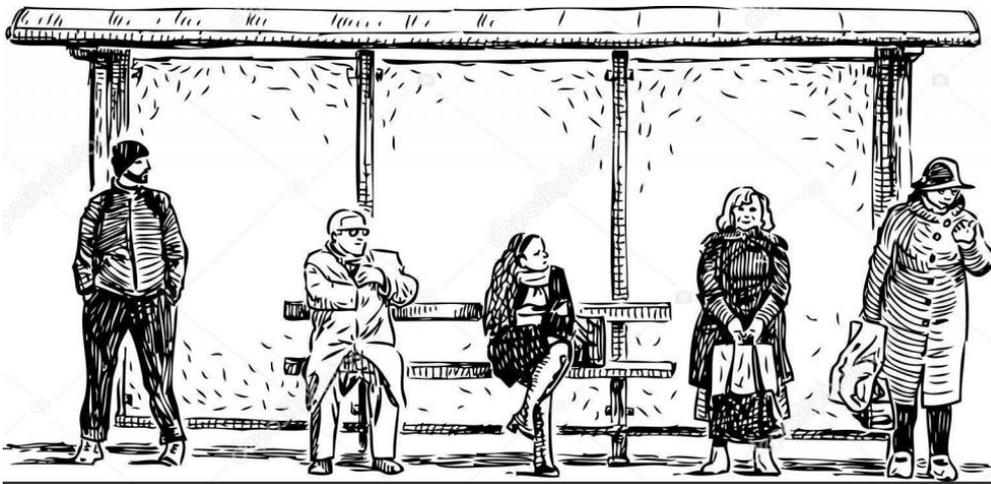
Par Odile Fournier, Amis de la Terre Midi Pyrénées

L'AUTATE (Association des Usagers des Transports de l'Agglomération Toulouse et ses Environs), qui a témoigné de sa vitalité à l'occasion de son Assemblée générale du 23 janvier dernier, recense le vécu et les demandes des usagers et usagères des transports en commun du grand Toulouse, et ses environs : transports Tisseo, TER, réseau Arc en Ciel, etc. pour transmettre les besoins aux décideurs.

Nous sollicitons vos témoignages, argumentés sur le jour, l'heure et le trajet de vos transports urbains : rapidité, facilité d'accès, densité de population d'usagers.

Un témoignage sur la durée du parcours avec les Linéos serait le bienvenu, afin de le comparer avec les tableaux de durées de parcours fournis par Tisseo : pour cela il est important de donner les horaires du transport et les conditions de circulation. Les adresser à contact@autate.fr.

En particulier, si au sein de votre famille, vous aviez 2 voitures ou plus, et êtes parvenu (e) à ne plus posséder qu'une seule voiture, ou bien, si vous n'en aviez qu'une, vous avez réussi à vous en passer, vous pouvez expliquer quelles stratégies alternatives vous ont permis d'effectuer vos trajets habituels, et même occasionnels.



L'AUTATE est un interlocuteur privilégié des autorités de transport, qu'elle rencontre régulièrement. Elle collabore également aux enquêtes publiques par ses observations.

Vous pouvez la rendre plus représentative et plus efficace en y adhérant.

<http://autate.fr/site/>

contact@autate.fr

0 767 877 342

Nous écrire **ATMP, 73, chemin de Mange-Pommes, 31520, Ramonville-Saint-Agne** ou midipyrenees@amisdelaterre.org
Nous téléphoner....: **07 81 90 49 93** S'informer <http://amisdelaterre.fr> et www.amisdelaterre.org

Aux arbres citoyens !

Tract de l'association Sauvons nos Arbres

Le 8 novembre dernier, lors d'une réunion au Quai des Savoirs, nous apprenions, abasourdis, que pour la création de la future ligne C du métro, la société TISSEO envisage d'abattre **50 platanes** et de défigurer les allées Forain François Verdier en y installant une méga-station, à l'image de la station Jean Jaurès.



NON à LA MORT PROGRAMMÉE DES PLATANES

Des alternatives existent. D'autres emplacements sont possibles.
MOBILISONS-NOUS !

NON, LES PLATANES NE SONT PAS MALADES...

On vous le dira parfois. On accusera le chancre coloré de les avoir contaminés : c'est FAUX !
A ce jour, les platanes sont en parfaite santé, et depuis plus de 100 ans, ils se dressent fièrement du Monument aux Morts au Grand Rond.

PROTEGEONS LES ESPACES VERTS TOULOUSAINS

Quand on visite Berlin, Londres ou les villes scandinaves, on constate que leurs espaces verts et boisés sont soigneusement protégés et que les constructions s'intègrent à la nature environnante.

Le centre de Toulouse dispose de peu de parcs et de jardins.

Et que fait-on ?

On abat les arbres et on bétonne.

Les allées François Verdier sont un lieu de convivialité unanimement apprécié des Toulousains. Les anciens s'y promènent, les enfants courent et jouent en sécurité (réclamant même davantage d'aires de jeux !). Ceux enfin qui n'ont pas les moyens de partir en vacances l'été, sont heureux de s'y mettre au frais quand la ville étouffe. Elles accueillent des événements publics, la brocante une fois par mois, la

foire Biogaronne, des expositions temporaires, tandis que les platanes aux feuillages abondants abritent

plusieurs espèces d'oiseaux et contribuent à l'écosystème urbain. Cet environnement unique est aujourd'hui menacé de destruction par le projet de station de métro géante sur les Allées.

NOS ACTIONS JUSQUE LÀ

- Nous avons alerté la presse : article de La Dépêche du midi du 22/11/18 « Inquiétude pour les platanes des allées François Verdier ».
- Nous avons alerté le maire, Jean-Luc Moudenc, et obtenu un rendez-vous avec un de ses adjoints.
- Nous avons protesté auprès de TISSEO et rencontré, le 24 novembre dernier, le président de Tisséo Ingénierie, Francis Grass.
- Nous informons les Toulousains par une distribution massive de tracts.
- Nous continuons à alerter, à mobiliser, à ne pas laisser faire UN TEL MASSACRE.

SOUTENEZ NOTRE ASSOCIATION, mouvement apolitique de Toulousains en colère, sur asso.sauvonsnosarbres@gmail.com, en indiquant clairement :
« Je dis non à la destruction des platanes des allées François Verdier »

Toutes vos suggestions sont les bienvenues pour soutenir la cause.

Qu'est la Prairie des Filtres devenue ?

par Jean-Claude Coustel, des Amis de la Terre Midi Pyrénées



"Tous mobilisés pour plus de nature en ville"... "Avec 15 000 arbres que nous avons plantés depuis 2014...notre collectivité est déjà très engagée pour la végétalisation..."

Pour plus d'informations sur la lutte menée par la Mairie contre le réchauffement climatique, veuillez vous reporter au N°61 (février 2019) de la brochure municipale distribuée dans toutes les boîtes aux lettres ...

Ou alors, venez vous promener à la Prairie des Filtres qui, depuis le mois de septembre, est en jachère ? en friche ? en convalescence ? suite aux grands rassemblements du printemps et de l'été : Rio Loco, Coupe du Monde de Football avec des camions de plus de 30 tonnes, des podiums surdimensionnés, des algécos, des livraisons de tonnes de sable pour le beach volley, etc.

Et c'est tous les ans pareil, les gamins jouent au foot sur le béton "semé" par la précédente municipalité.

Notre souhait, que les anciens* des ATMP portent depuis 45 ans, reste que la Prairie ET les autres berges de Garonne deviennent enfin un VRAI poumon vert de Toulouse.



Pour les manifestations de grande affluence demandant du matériel lourd, il semble que la reconquête de l'île du Ramier- après le départ du Parc des Expositions en 2020- soit une solution possible, mais "... il faudrait que l'île soit capable de dégager la superficie pour une capacité d'accueil maximale équivalente, soit de 40000 personnes..." (lettre de JL Moudenc du 3/01/2019). La Prairie des Filtres fait 4,5 ha et le Ramier 260 ha.

*Au secours Henri Bouchard !

H. Bouchard, président fondateur des ATMP à la fin des années 70, avec qui nous avons planté, au fil des ans, quelques arbres sur les bords de Garonne pour nous opposer au projet de voies express sur les berges.

La mobilité du futur, c'est le train de nuit

Après les nombreuses actions "Oui au train de nuit" d'octobre 2018 à l'occasion de la campagne mondiale « Stay Grounded » (Rester sur terre) et l'appel européen « Back on track » (Retour sur les rails) à Bayonne, Nice, Besançon, Tarbes, Toulouse, Perpignan, Pau, Strasbourg, le collectif « Oui-aux trains-de-nuit » prépare une campagne auprès des parlementaires. Suivre ses actions ici <https://www.facebook.com/ouiautraindenuit> et là [@ouiautraindenuit](https://www.facebook.com/ouiautraindenuit)

Nous écrire ATMP, 73, chemin de Mange-Pommes, 31520, Ramonville-Saint-Agne ou midipyrenees@amisdelaterre.org
 Nous téléphoner....: 07 81 90 49 93 S'informer <http://amisdelaterremp.fr> et www.amisdelaterre.org



LOCAVORE

Par Monique Hervet, Amis de la Terre Midi Pyrénées

Pour inaugurer la nouvelle année, les ATMP ont été invités à partager un repas kilométré tiré du sac où chacun a amené une boisson et un repas savoureux pour une personne avec le décompte de la distance parcourue cumulée pour tous les ingrédients qui le composent. Bien que l'impact énergétique d'un repas soit aussi imputable aux pratiques agricoles qui l'ont produit, difficiles à évaluer au cas par cas, **notre but était de minimiser la distance pour minimiser l'impact environnemental.**

Performance récompensée par notre estime à toutes et à tous et par une adhésion gratuite aux ATMP, mais la participation fut faible - peur de la difficulté ;-)? L'expérience fut riche, la contrainte rend créatif.

Ce n'est pas simple de composer un repas strictement locavore ! Occasion de s'y confronter et de comparer entre nous les solutions alternatives, de se poser des questions.

*Proscrire les articles importés, le sucre, les agrumes, les épices.

*Découvrir la cuisine au miel en remplacement du sucre ce qui modifie les proportions, le miel contenant beaucoup d'eau.

*Pour les fruits, les légumes, la viande, c'est plus simple, car beaucoup d'AMAP et de marchés de producteurs locaux à Toulouse.

*Echanges de recettes et de bonnes adresses pour se fournir en produits bons pour la gourmandise et bons pour le climat.

*Le sel à lui seul grève le total de près de 500km qu'il vient de Guérande, de Charente ou du Salin-de-Giraud. Or il est utilisé en petite quantité. Cela rend-il le fait plus ou moins « grave » pour l'environnement ?

L'absence de préparation réduisant les ingrédients, c'est Daniel, crudivore, qui fut le champion incontesté avec ses kakis locaux bien mûrs !

Pour le repas de quartier au printemps prochain, vous aussi, lancez un défi locavore à vos voisins.e.s. Occasion de parler écologie autour de gourmandises en favorisant une alternative simple à la portée de chacun.e.

LA SEMENCE PAYSANNE, UN ALLIÉ FONDAMENTAL EN AGROÉCOLOGIE

Par Yves Giraud, maraîcher en agriculture biologique, du Collectif des Semeurs du Lodévois-Larzac

Les Semences Paysannes sont à un moment charnière de leur développement : inconnue il y a quinze ans, l'expression fait aujourd'hui rêver aussi bien le jardinier débutant que le businessman de la grande distribution. Mais la réalité sur le terrain n'est pas de l'ordre de l'imaginaire.

Une nouvelle approche de la terre nourricière

Pour le jardinier comme pour l'agriculteur,

Il s'agit de réapprendre à sélectionner les variétés dont il a besoin.

Il s'agit de considérer le sol comme un corps vivant avec lequel nous collaborons et non un support à stériliser et à engraisser, avec tout ce que cela suppose comme modifications de nos pratiques culturales.

Il s'agit de voir les araignées, les bactéries, les virus, les champignons comme des partenaires et non comme des ennemis à éradiquer.

Il s'agit de retrouver avec le client la qualité de relation qui permettait à monsieur Jourdain de dire qu'il ne faisait pas du commerce mais échangeait simplement de la toile avec des amis contre un peu d'argent.

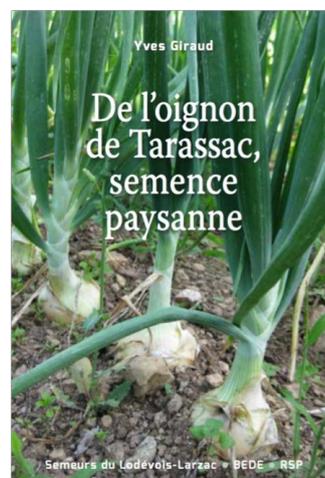
Cela demande du temps, mais peut-être moins que certains ne le pensent si une majorité de la population prend conscience de cette nécessité.

Les semences paysannes ne sont pas une occasion pour créer une nouvelle niche commerciale, un nouveau label, une astuce pour vendre un peu plus cher quelques produits dans un cercle d'initiés !

Ce n'est pas sérieux de produire ses propres semences !

L'histoire de l'oignon de Tarassac est tout simplement un exemple des avantages cruciaux qu'apporte une variété adaptée à un terroir et à des pratiques culturales respectueuses de l'environnement. Cela passe par le franchissement d'un interdit culturel véhiculé par l'enseignement officiel pendant les années d'après-guerre comme par les entreprises semencières : il n'est pas sérieux de produire ses propres semences. Ce « tabou » a deux conséquences graves : la perte de savoir-faire de l'agriculteur, la perte de variétés adaptées à des sols

particuliers. Cette adéquation sol/plante, résultat de la sélection paysanne, est fondamentale si l'on veut se passer de l'emploi massif de produits phytosanitaires dans nos champs.



C'est à la découverte de cette approche, à travers la présentation du livre « De l'oignon de Tarassac, semence paysanne », qu'une réunion publique a été organisée à l'initiative des Amis de la Terre le mercredi 27 février à la salle Castelbou à Toulouse. >>>>>

L'auteur, Yves Giraud, est maraîcher en agriculture biologique avec sa compagne Marie dans la Haute Vallée de l'Orb depuis le début des années 70. Tous deux sont membres du Collectif des Semeurs du Lodévois-Larzac. L'association locale Pétanielle est partie prenante de cette soirée. Ces deux associations sont des membres actifs du Réseau Semences Paysannes.

Nous écrire **ATMP, 73, chemin de Mange-Pommes, 31520, Ramonville-Saint-Agne** ou midipyrenees@amisdelaterre.org

Nous téléphoner.... : **07 81 90 49 93**

S'informer <http://amisdelaterremp.fr> et www.amisdelaterre.org

Destruction du quartier derrière la gare Matabiau à Toulouse

Participez à l'enquête publique TESO du 14 mars au 30 avril 2019

Par J.C. Valadier, Amis de la Terre Midi Pyrénées

Du 14 mars au 30 avril 2019, une enquête publique sera lancée sur le projet d'urbanisation du quartier de la gare Matabiau, dit TESO ou TOULOUSE EUROSUDOUEST.

Jusqu'ici diagnostics et enjeux sur la dynamique du train et de l'urbanisation en agglomération plutôt qu'en périphérie pouvaient être partagés. Cependant l'enquête publique porte sur un projet banal de tours et de barres d'immeubles de verres et de béton. Une OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) facilite la destruction de l'ensemble du bâti toulousain de l'avenue de Lyon et de la rue de Saint Laurent, ainsi que le permis de construire du premier gratte-ciel de Toulouse, la Tour Occitanie, inclus.

Un autre urbanisme est nécessaire si l'on veut conserver une ville de Toulouse à visage humain, conviviale et avec une identité architecturale et urbaine propre et proposer un modèle urbain écologique et social.

Stoppons le projet en cours en mobilisant les Toulousains lors de l'enquête publique.

L'enjeu de l'enquête publique du 1er semestre 2019

Europolia a été créé par la ville de Toulouse (sous l'égide de Toulouse Métropole) pour mettre en oeuvre l'opération d'aménagement TESO sur une zone de 135 ha autour de la gare Matabiau. 40 ha seront en ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) pour que Toulouse Métropole puisse choisir les promoteurs. L'enquête publique permettrait la création définitive de la ZAC. Sur cette future ZAC, les 9 ha du secteur de l'avenue de Lyon et de la rue St Laurent derrière la gare sont inclus dans une OAP (Orientations d'aménagement et de programmation).

Une enquête publique unique aura lieu du 14 mars au 30 avril 2019, portant sur la Déclaration d'Utilité publique (DUP) et la mise en conformité du Plan local d'Urbanisme (PLUi-H) pour :

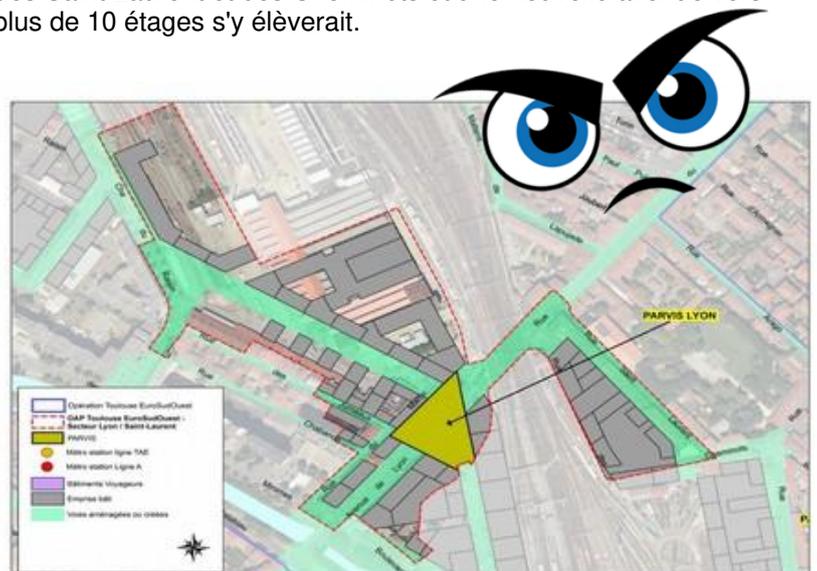
- l'OAP TESO - secteur Lyon / St Laurent afin de diminuer les contraintes d'urbanisme sur ce secteur et pouvoir lancer les destructions dès 2020.
- le permis de construire de la Tour Occitanie pour échapper aux nouvelles normes écologiques de 2020,
- la création de la ZAC TESO afin de bâtir barres et tours par la suite.

L'OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) TESO - secteur Lyon / St Laurent (plan ci-dessous)

Elle concerne le quartier à l'arrière de la gare Matabiau. Elle prévoit la destruction de tout le bâti toulousain des 2 côtés de l'avenue de Lyon et entre les rues Saint Laurent et des Cheminots et une nouvelle avenue vers le Raisin. Un ensemble de tours et barres de plus de 10 étages s'y élèverait.

Il faut noter la grande taille du bâti envisagé :

- 3 barres de grands immeubles de part et d'autre d'une avenue de Lyon totalement démolie et élargie,
- 5 grandes tours disjointes d'un côté et 5 barres de l'autre côté le long de la nouvelle voie vers le Raisin.
- un ensemble de barres et tours à la place des rues Saint Laurent et Cheminots.



La tour Occitanie

Avec plus de 150 m de hauteur, la Tour Occitanie serait le premier gratte-ciel de Toulouse. Elle initierait une rupture historique avec la hauteur modérée de l'agglomération toulousaine. Par sa complexité technique, elle serait réservée aux très riches. Techniquement, elle ne pourrait pas répondre aux nouvelles normes énergétiques et écologiques applicables en 2020.

L'affligeante banalité du modèle architectural TESO

Les 2 images ci-dessous montrent le type d'architecture attendu : un bâti de verre, acier et béton très banal dans les grandes métropoles du monde, fait par et pour les grands investisseurs et promoteurs internationaux. En termes de hauteur, l'ensemble s'aligne sur la très haute barre d'immeuble bâtie le long du canal dans les années 1960. La forme urbaine actuelle est effacée au profit d'alignements de tours et barres.



Un débat public nécessaire

Le schéma urbain proposé avec les 4 parvis autour de la gare Matabiau et une nouvelle voie entre la gare et le Raisin peuvent être retenus. Par contre, la forme urbaine actuelle avec une multiplicité d'immeubles de part et d'autre de l'avenue de Lyon ou de la rue des Cheminots correspond mieux aux projets de centre ville tel

Au vu des enjeux urbains pour Toulouse et son agglomération,

l'OAP TESO - secteur Lyon / St Laurent doit être totalement repensé et le projet de Tour Occitanie abandonné.

que TESO, si on veut favoriser la convivialité urbaine, la diversité architecturale et la cohabitation sociale.

Tout comme l'ensemble du projet urbain TESO, l'OAP TESO - secteur Lyon / St Laurent doit faire l'objet d'une co-construction active avec les habitants du quartier et de l'agglomération.

Il faut débattre ensemble des nombreuses perspectives possibles :

- La densification des friches industrielles doit-elle prolonger la forme urbaine actuelle dans un esprit moderne et écologique, ou être en rupture totale dans l'esprit des projets des années 1960 comme proposé ?
- l'intégration de l'avenue de Lyon et de la rue des Cheminots doit-elle respecter la plupart des immeubles existants ou doit-elle se faire en les rasant comme proposé ?
- les immeubles doivent-ils être compatibles avec l'urbanisme dominant de Toulouse sur la base d'un quinzaine de locaux d'habitations ou de service ou d'activité d'au plus 6 étages par immeuble ou sur la base de tours et barres d'immeuble de très grande hauteur comme proposé ?
- les immeubles doivent-ils être conçus comme de petites copropriétés, en mixité locatif, propriétaires ou des produits financiers complexes comme proposé ?
- Les immeubles doivent-ils être sobres et simples à gérer énergétiquement lors de leur construction et entretien, ou basé sur une machinerie informatisée complexe comme proposé ?
- Le nouveau quartier doit-il respecter la structure d'une multitude de petites terrasses et cours végétalisées du bâti toulousain actuel, ou s'orienter vers des espaces ouverts entre les barres d'immeubles comme proposé ?
- L'anticipation du phénomène d'îlot de chaleur doit-elle passer par une végétalisation accrue de rues abritées par le bâti, ou par de larges espaces ouverts entre tours comme proposé ?
- L'adaptation aux défis énergétiques passe-t-il par plus d'arbres, bancs, placettes, vélo, marche, transports en commun, ou par de larges voiries pouvant absorber un trafic automobile important comme proposé ?

Participez à l'enquête publique du 14 mars au 30 avril 2019

Demandez la mise à plat de l'OAP TESO - secteur Lyon / St Laurent

Demandez l'abandon du permis de construire de la Tour Occitanie

<http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention-enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Operations-d-amenagement-et-infrastructures-de-transport/Enquetes-publiques-en-cours-ou-programmees/Projet-Toulouse-EuroSudOuest-TESO>

Destruction du quartier Matabiau : soirée d'information et débat

animée par un ensemble d'associations

Le 20 mars à 20h30, salle du Sénéchal, 17 rue de Rémusat, Toulouse. Métro ligne A, station Capitole.

Entrée libre et gratuite



Rendez-nous la RD24

L'actualité du collectif Non à Val Tolosa

Par le collectif Non à Val Tolosa

Fort de ses victoires obtenues l'année passée, pour rappel :

- le 28 décembre 2017, le conseil d'État confirme l'annulation du permis de construire n°2
- en mai 2018, le Préfet de Haute-Garonne renonce à modifier le PLU de la Salvetat-Saint-Gilles et d'aller contre le conseil municipal. Le projet de route RD924 est compromis
- le 8 Septembre 2018, le Tribunal Administratif de Toulouse annule les deux arrêtés préfectoraux environnementaux concernant le centre commercial et la RD924

Le collectif poursuit sa lutte contre la construction d'un méga-centre commercial aux portes de Toulouse : le combat n'est pas encore terminé, notamment sur le plan judiciaire, avec quatre procédures en cours.

La justice nous donne régulièrement raison mais cela suffit-il à abandonner un projet aussi lucratif pour le deuxième promoteur au monde des centres commerciaux ?

Si certains de nos élus restent sourds à nos arguments et aux décisions de justice, ils ne peuvent rester plus longtemps aveugles aux difficultés de circulation des habitants de l'ouest toulousain.

Le trafic routier sur le plateau de la Ménude, aux heures de pointe, est un vrai cauchemar pour les milliers d'automobilistes obligés d'y passer. La fermeture précipitée du tronçon de la RD24 sur le plateau de la Ménude en août 2016 a encore aggravé la situation. Le détour ainsi imposé par le boulevard Pierre et Marie Curie ou par la rue du Taure à la Salvetat rallonge considérablement le trajet quotidien et aggrave les bouchons.



Pourquoi ce tronçon de la route départementale RD24 a-t-il été fermé à la circulation ?

En 2016, espérant pouvoir réaliser le projet du méga-centre commercial Val Tolosa, le président du Conseil Départemental, Georges Méric, a « cédé » ce tronçon à la mairie de Plaisance-du-Touch qui, elle-même, l'a « donné » au promoteur Unibail. Depuis, la justice est passée : 2 permis de construire ont été annulés, 3 arrêtés préfectoraux ont également été annulés, une plainte pour destruction d'espèces protégées a été déposée. Il faut ajouter à cela le rejet du projet d'implantation d'un complexe cinématographique. Le verdict est sévère et sans appel.

Il faut se rendre à l'évidence, Val Tolosa ne verra jamais le jour...mais la route reste désespérément fermée. Dès à présent, rien de plus légitime que de se la réapproprier à moindre frais .

Nous exigeons la réouverture de la RD24 !

Soutenez le collectif en signant la pétition sur <http://rendeznouslard24.wesign.it/fr>
Toutes les infos du collectif <https://www.gardaremlamenude.com/blog/pages/accueil>



Non à Val Tolosa

Olivier Théron, le vol arrêté

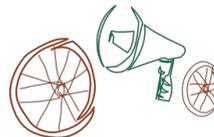
Infatigable militant du vélo urbain et écologiste radical, Olivier Théron nous a quitté. Cruelle ironie, la maladie lui a pris la vie au moment où les automobilistes se castagnaient sur les barrages dénonçant l'essence trop chère. Olivier aurait parlé des "automodébiles", lui qui aimait tant les sobriquets et les jeux de mots plein de sens.

En 2005, il s'était fait connaître en lançant un yaourt périmé sur la voiture officielle de Sarkozy qu'il qualifiait alors de "sinistre de l'intérieur". On se souvient aussi de son arrestation scandaleuse pendant une manifestation de vélos, une des fameuses vélorutions

Malgré les condamnations et plusieurs mois de prison, il n'avait jamais baissé les yeux ni regretté ses actes dont il affirmait haut et fort le sens politique.

Le combat pour le vélo (et l'autonomie qu'il procurait au cycliste) était même devenu une philosophie de vie pour ce militant épris de liberté qui voulait vivre dans un monde plus fraternel ici et maintenant.

Militer aujourd'hui c'est se battre pour que des personnages comme Olivier, hors-norme et irrécupérable par le système, puissent continuer à exister et nous montrer qu'il reste toujours possible de faire autrement.



par S. Sajas, précédent président des ATMP

Passant de la parole aux actes, il avait lancé à Toulouse les premiers garages volants lors desquels il s'installait sur les marchés avec ses outils et apprenait aux passants à réparer leurs vélos.

Dans le cadre de son association "Vélorution", il avait tenté à plusieurs reprises de monter un garage en dur dans divers lieux squattés et autogérés toujours dans l'esprit d'entraide et de réciprocité.

Sa dernière tentative, rue Benezet à Toulouse, avait abouti à un projet collectif dynamique et pérenne... jusqu'à son expulsion toute récente par la mairie de Toulouse. Bien évidemment, ce genre d'initiatives est insupportable pour notre monde policé, sous contrôle, régi par l'argent et la marchandisation de tout et de tous





Par Jacques Dandelot, Faucheur Volontaire, Collectif anti OGM31, membre de l'Association Glyphosate Toulouse Métropole Née en Ariège, la campagne citoyenne « j'ai du glyphosate dans mes urines, et toi ? » essaime rapidement dans toute la France. Elle est déjà opérationnelle dans la plupart des départements de la Région Occitanie.

Le glyphosate

Le glyphosate, molécule « star » d'une multitude d'herbicides dont le fameux Roundup commercialisé par Bayer-Monsanto, est revenu spectaculairement sous les feux de la rampe... sans les avoir jamais vraiment quittés.

La saga du renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate, donc des multiples herbicides en contenant, a agité les rangs de diverses assemblées autant européennes que françaises, en particulier dans les derniers mois de 2017. Finalement en novembre la licence a été renouvelée pour 5 ans en Europe et les autorités françaises ont déclaré que pour nous ce serait pour 3 ans seulement. Il reste moins de deux ans au gouvernement actuel pour tenir parole !

Plus récemment, Bayer-Monsanto était lourdement condamné par la justice américaine (victoire en première instance, la firme a fait appel) à payer une très forte amende à un jardinier qui a développé un cancer à la suite de l'utilisation d'herbicides à base de glyphosate dont le Roundup.

Au début du mois de janvier, le tribunal administratif de Lyon a annulé l'autorisation de mise

sur le marché du Roundup Pro 360. Ce produit était surtout utilisé en viticulture, et aussi en grande culture.

Rappelons que la vente de pesticides de synthèse aux particuliers est interdite depuis le 1er janvier 2019 : il n'est donc plus possible pour les jardiniers amateurs d'en acheter, d'en utiliser et d'en avoir en stock. Il en était déjà de même depuis le 1er janvier 2017 pour les collectivités territoriales, les établissements publics et l'État qui ne peuvent plus utiliser ou faire utiliser des pesticides pour l'entretien des espaces verts, des forêts ou des promenades accessibles ou ouverts au public.

Et puis, il y a peu « Envoyé Spécial » d'Élise Lucet sur France 2 était consacré exclusivement au glyphosate et ses dangers. Audience record et immédiatement la « machine Monsanto » s'est mise en action pour réfuter point par point les dangers mis en avant par les reportages.

On ne peut que penser à l'affaire des Monsanto Papers.

Anecdote : ayant effectué quelques vérifications sur le net pour ces quelques lignes, mon ordinateur se retrouve assailli par les publicités de différents sites proposant des herbicides à base de glyphosate à la vente en ligne (merci les algorithmes !).

Et ce n'est pas interdit ça ?

Les conséquences sanitaires des taux mesurés, la terrible réponse qui vient d'Argentine

En 2015, le photographe Pablo Ernesto Piovano a exposé son travail « **The human cost of agrotoxins. How glyphosate is killing Argentina** ». Une vidéo qu'il a réalisée à partir de ses travaux photographiques est visible à cette adresse : <https://vimeo.com/135799349>

Après l'avoir visionnée, nos batailles européennes autour du glyphosate paraissent bien dérisoires. J'ajouterai juste cette phrase prononcée devant quelques Faucheurs Volontaires par Sofia Gatica - mère argentine de Cordoba devenue militante après avoir subi dans sa chair les méfaits du glyphosate -

«**Vous, les Français, vous êtes les génocidaires du peuple Argentin !**». Elle nous rappelle durement que la culture massive du soja Roundup-ready en Argentine, pour produire les protéines végétales utilisées par l'élevage industriel en France, est la cause d'une réelle catastrophe sanitaire de l'autre côté de l'Atlantique.

suite pages 14 et 15>>

La campagne «DU GLYPHOSATE DANS MES URINES, ET TOI ?»

*Historique

Lors du procès des Faucheurs Volontaires à Foix, suite à leur action de dénaturation de bidons de Roundup, 19 militants d'Ariège ont eu l'idée de faire des analyses du taux de glyphosate dans leurs urines afin de présenter des éléments concrets de contamination.

Surprise ! Tous les « testés » avaient du glyphosate dans leurs urines.

Aujourd'hui et quelques centaines de tests plus tard réalisés en Bretagne, à Perpignan, à Toulouse, aucun « pisseur » ou « pisseuse » sans glyphosate dans leurs urines n'a été détecté ! Les taux mesurés oscillent entre 0,41 et 3,91 µg/l. La moyenne est à environ 1,2 µg/l.

*Conclusion

1. Tous les testés de notre groupe toulousain ont du glyphosate dans leurs urines.
2. Tout le monde est touché par la contamination



En janvier 2018, le glyphosate fut la cible de l'émission Envoyé Spécial, qui traitait d'un "glyphotest", des Monsanto Papers et du jardinier américain qui a fait condamner Monsanto.

Dans une vidéo, Élise Lucet affirme qu'une famille a vu son taux de glyphosate devenir nul en consommant exclusivement bio pendant une semaine.

Il nous paraît important de préciser que toutes les personnes testées à Toulouse lors de notre "glyphotest" le 21 décembre, étaient positives à la présence de glyphosate dans leur organisme (> 0,4 µg/L d'ailleurs) alors que nombre d'entre elles ont déclaré avoir une alimentation majoritairement bio. Même si le rôle de l'alimentation est incontestable, il faut noter que les sources de contamination sont probablement multiples et diffuses (eau du robinet par exemple).

Sur le site CheckNews.fr du journal Libération, un article du 18 janvier rédigé après l'équipe d'Envoyé Spécial de France2 consacrée au glyphosate, on peut lire : « Est-il vraiment possible de détecter des traces de glyphosate dans une analyse d'urine ? ». La réponse est oui, mais « la question est de savoir qu'est-ce-qu'on peut conclure de ces taux de glyphosate dans les urines ». Pour certains c'est dramatique, pour d'autres acceptable. Qui croire ? Les journalistes d'Envoyé Spécial, prudents, disent « Avec ce test, nous voulons juste montrer que tout le monde est concerné par la contamination. Avant sa commercialisation en 1974, personne n'avait de glyphosate dans ses urines et aujourd'hui, toutes les personnes que nous avons testées en ont. Cela nous semble intéressant. Mais nous ne disons pas que la quantité est dangereuse, puisqu'aucune étude n'a établi le lien entre la dose présente dans les urines et une quelconque maladie ».

Et après : des plaintes individuelles portées collectivement

La campagne glyphosate, au-delà de mesurer le taux de glyphosate dans ses urines, a pour objectif de porter plainte :

- **POUR**

mise en danger de la vie d'autrui, tromperie aggravée et atteintes à l'environnement - destruction de la biodiversité, pollution des cours d'eau, des nappes phréatiques, des sols, etc.

- **CONTRE**

toute personne impliquée dans la distribution et la large diffusion dans l'environnement de molécules de glyphosate.

Le panel des personnes visées par cette procédure est très large: il va des présidents et des membres des conseils d'administration de tous les fabricants de pesticides contenant du glyphosate en poste entre juillet 2017 et mars 2018, jusqu'aux présidents et membres de la Commission Européenne et les présidents et membres du Comité d'Appel de la Commission Européenne pour cette même période.

Aujourd'hui, où en est-on?

La campagne est lancée dans environ 60 départements. En Occitanie des tests ont déjà été faits ou sont en préparation en Ariège, dans le Tarn et Garonne, dans l'Aude, dans le Lot, dans le Gard, dans le Tarn, en Haute Garonne.

Environ 100 plaintes ont été déposées à Foix, 48 à Toulouse à la mi-février.

Ces plaintes ont été transmises au pôle santé publique du TGI de Paris.

Aussi, lors des prélèvements, une enquête « **cadre de vie** » est remplie par les participants. Une analyse statistique et scientifique sera réalisée à partir de la base de données en cours de constitution.

A Toulouse

À l'initiative des Faucheurs Volontaires, une Association Campagne Glyphosate Toulouse (ACGT) a été fondée début novembre 2018. Son objet est de diffuser l'information sur cette campagne, d'organiser des séances de prélèvement d'urines et d'accompagner les plaintes.

La co-organisation entre des membres d'Alternatiba, d'ANV COP21, d'EELV, des Amis de la Terre Midi-Pyrénées, des Faucheurs et des citoyens concernés permet d'avoir des séances de prélèvement fluides et de partager les tâches multiples pour l'organisation en aval et en amont des prélèvements.

Une première séance de prélèvements a eu lieu le 21 décembre de 6h à 8h du matin au Hangar de la Cépière à Toulouse. Deux huissiers étaient présents pour constater la conformité du prélèvement aux préconisations du laboratoire d'analyse. Après un petit déjeuner en toute convivialité, il n'y avait plus qu'à attendre les résultats. Eh bien ils sont là, reçus individuellement par voie postale.

Le dépôt de plainte a été effectué.

Une deuxième séance de prélèvements a eu lieu le 7 février au même endroit et aux mêmes heures. D'autres sessions auront certainement lieu au printemps.

Pour plus de renseignements et pour s'inscrire une seule adresse : campagneglypho.toulouse@gmail.com

Vous pouvez aussi consulter la page : <https://www.facebook.com/campagneglyphotoulouse/>

Le coût de la campagne pour ses participants

Un déroulement valable de la campagne n'est possible que par la participation de nombreux bénévoles citoyens ou issus des associations et structures parties prenantes. Le Hangar de la Cépière est mis gracieusement à disposition. Outre les frais annexes (petit déjeuner après prise d'urine, tubes de prélèvements, etc.), deux postes incontournables et onéreux : les analyses par un laboratoire indépendant, et les prestations d'huissiers pour constater le respect de la procédure en vue des plaintes.

Le coût calculé au plus juste est de 85€ pour l'analyse seule et de 135€ pour l'analyse plus la plainte.

Les frais liés au procès seront pris en charge essentiellement par les fonds du financement participatif initié par les amis ariégeois qui centralisent la campagne.

Les Amis de la Terre Midi Pyrénées apportent leur soutien financier à cette campagne.

Il ne vous a pas échappé que pour chaque participant, l'engagement financier est lourd. Beaucoup n'ont pas la capacité financière de participer. Pensons aux familles qui veulent aussi participer avec leurs enfants, aux étudiants, etc.

Pour que le plus grand nombre puisse s'engager dans cette campagne, une cagnotte locale est en cours de constitution. Elle sera abondée par les structures parties prenantes et des particuliers. La solidarité se niche aussi là!

Association Campagne Glyphosate Toulouse Métropole (ACGTM)

14 allée Ile de France

31100 Toulouse

L'interdiction du glyphosate doit se substituer à la logique de responsabilisation individuelle. Elle seule permettra de sortir, à terme, de cette contamination.

C'est un enjeu de santé publique



Bulletin d'adhésion à retourner à
Amis de la Terre de Midi-Pyrénées, 73 chemin de Mange-Pommes, 31520, Ramonville-Saint-Agne

Cotisation (*)

Souhaitable pour une personne : 33 €
 un couple : 59 €
 Petit budget : 10 € ou un peu plus

Abonnement au journal des Amis de la Terre France *La Baleine* 7 €

Dons (*)€

(*) à 66 % déductible des impôts

Montant total versé :

Mode de paiement : Chèque (à l'ordre des ATMP) Espèces Virement

Date :/...../.....

Nom:

..... Prénom :

(pour une adhésion couple) Nom et Prénom du conjoint :

.....

Adresse :

.....

Tél :

Je ne reçois pas encore l'infolettre (ou newsletter) et je souhaite m'y inscrire (environ 4 messages par mois, merci de ne pas renseigner si vous la recevez déjà), **mon Email** (en majuscules) :

.....

Mes centres d'intérêt : Agriculture, Air, Arbres-Forêt, Biodiversité naturelle et cultivée, Climat, Déchets, Décroissance, Eau, Éco-construction, Énergie, Habitat bioclimatique, Nano-Technologies, Nucléaire, Pollution électromagnétique, Risques industriels, Santé, Transports, Urbanisme

Ou

Autres

.....

Compétences

.....

.....

La Feuille Verte des Amis de la Terre Midi Pyrénées n° 253 mars, avril, mai 2019 ISSN : 1967-6719
 imprimé par Imprimerie Tolosane à Roques-sur-Garonne, sur papier 100% recyclé, tiré à 800 exemplaires
 Directeur de publication : Daniel Roussée Relecture : Odile Fournier Mise en page, composition : Monique Hervet